

Les sociétés maghrébines

(1^{re} partie)

Les évolutions actuellement en cours dans les sociétés maghrébines, quelle qu'en soit la nature, conduisent toujours directement à une interrogation sur leurs grands équilibres socioéconomiques, beaucoup plus proches qu'ils ne le paraissent et qui demeurent relativement précaires, notamment en raison de taux de sous-emploi et de chômage qui, partout, deviennent endémiques.

Par Nadji Safir, sociologue

Correspondant à des réalités sociales bien plus préoccupantes que celles auxquelles renvoient les seules statistiques officielles, souvent manipulées à la baisse, ces taux concernent en priorité des populations jeunes, relativement bien formées — du moins formellement — et exprimant de pressantes et légitimes attentes en termes de projets professionnels que manifestent, avec force, l'ensemble des phénomènes, en pleine expansion, liés à la forte volonté d'émigration clandestine vers l'Europe des jeunes «harraga». Désormais, par leur importance croissante et leur caractère structurel incontournable, ces phénomènes, qui nécessitent de nouvelles lectures pour en saisir tant les causes que les significations, posent directement et avec acuité la question de la pertinence des politiques de développement suivies par les pays de la région qui, tous, d'une manière ou d'une autre, sont aujourd'hui interpellés.

De ce point de vue, quels que soient les types d'évaluation réalisés, sur une longue période, des performances économiques des pays du Maghreb — entendu au sens des cinq pays membres de l'Union du Maghreb arabe : Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie et Libye — elles aboutissent toutes au même constat d'une croissance continue, exprimée par celle de leur produit intérieur brut (national et par habitant) mais qui, cependant, ne débouche pas sur un processus d'accumulation décisif en termes de développement économique. Comme une rupture qualitative qui aurait pu leur faire prendre une trajectoire proche de celle qui, sur la même période — depuis les années 1960 — a été celle de beaucoup de pays d'Asie. Certes, la croissance économique enregistrée a eu des retombées positives au plan de l'amélioration de nombre d'indicateurs sociaux, y compris ceux — surtout d'ordre quantitatif — relatifs à l'éducation. Mais s'il est un domaine dans lequel la région continue d'être encore affectée par de très lourds déficits, notamment eu égard aux performances réalisées par les pays les plus avancés, c'est bien celui de la maîtrise sociale de la science et de la technologie.

Alors qu'il s'agit là d'un domaine absolument essentiel, particulièrement dans un nouveau contexte mondial nettement dominé par «le rôle croissant de la connaissance dans l'économie globale» pour reprendre le titre même du premier chapitre du dernier rapport de l'Unesco sur la science, paru en 2010.

En effet, à l'évidence, de plus en plus, la maîtrise sociale de la science et de la technologie — comme processus social collectif par delà les apprentissages tech-

niques individuels — apparaît comme étant au cœur même des leviers les plus essentiels de toute croissance économique réelle et durable et, en dernière analyse, des véritables dynamiques fondatrices de tout processus durable de développement. A cet égard, l'ensemble des questions qui s'articulent autour de cette maîtrise sont, non seulement, devenues très significatives en elles-mêmes, mais aussi très révélatrices des véritables problèmes structurels que vivent toutes les sociétés contemporaines. Et c'est donc de ce point de vue qu'il convient d'examiner les performances réalisées par les sociétés maghrébines afin de mieux appréhender les véritables contraintes structurelles pesant sur leurs trajectoires passées — de toute évidence, à bout de souffle — et, surtout, potentielles de développement. Quatre premiers ensembles d'indicateurs tout à fait décisifs dans les conditions actuellement dominantes de l'économie mondiale seront successivement examinés afin de faire le point sur l'état de :

I - L'enseignement des sciences et mathématiques avant l'université : dans le domaine, l'une des grandes enquêtes internationales les plus pertinentes, en raison de sa couverture géographique, est certainement celle dite «TIMSS». De manière générale, les 14 pays arabes qui ont participé au dernier passage de l'enquête, en 2007, — dont, pour la première fois, l'Algérie — sont classés nettement en dessous de la moyenne mondiale établie à un score de 500 points. Leurs performances s'établissent comme suit : — Mathématiques/4 années : 1^{er} pays arabe classé, l'Algérie avec 378 points ; suivent le Maroc (341), la Tunisie (327), le Koweït (316), le Qatar (296) et le Yémen (224) ; — Mathématiques/8 années : 1^{er} pays arabe classé, le Liban avec 449 points ; suivent la Jordanie (427), la Tunisie (420), Bahreïn (398), la Syrie (395), l'Égypte (391), l'Algérie (387), Oman (372), la Palestine (367), le Koweït (354), l'Arabie Saoudite (329) et le Qatar (307) ; — Sciences/4 années : 1^{er} pays arabe classé, l'Algérie avec 354 points ; suivent le Koweït (348), la Tunisie (318), le Maroc (297), le Qatar (294) et le Yémen (197) ; — Sciences/8 années : 1^{er} pays arabe classé, la Jordanie avec 482 points ; suivent la Syrie (452), la Tunisie (445), Oman (423), le Koweït (418), le Liban (414), l'Égypte (408), l'Algérie (408), la Palestine (404), l'Arabie Saoudite (403) et le Qatar (319). En ce qui concerne l'enseignement des sciences et mathématiques avant l'université, la première conclusion majeure qui se dégage porte sur les faibles performances des systèmes arabes d'enseigne-

ment, y compris ceux des 3 pays maghrébins considérés.

II - La production scientifique : à partir des données du dernier rapport de l'Unesco sur la science, déjà évoqué, il ressort que la production d'articles scientifiques cités dans des revues internationales de référence enregistrée en 2008 représente 4 595 articles répartis comme suit : Tunisie (2 026), Algérie (1 289), Maroc (1 167), Libye (100) et Mauritanie (13). Cette production fortement concentrée au niveau des 3 premiers pays cités qui en constituent l'essentiel (97,54%) représente 33,85% de la production scientifique des pays arabes d'un total de 13 574 articles (1,4% de la production mondiale) et 0,47% de la production scientifique mondiale d'un total de 986 099 articles. En termes de volume, la production scientifique des cinq pays maghrébins est proche de celle de pays tels que l'Irlande (4 824), la Roumanie (4 975) ou l'Ukraine (4 979) ou encore l'Afrique du Sud (5 248) ; elle représente un peu moins que la moitié de celle d'Israël (10 069) et de l'Iran (10 894). Considérée de manière relative, eu égard à la population, elle permet d'établir les performances suivantes, en termes de nombre de publications par million d'habitants : Tunisie (196,2), Algérie (37,5), Maroc (36,9), Libye (15,9) et Mauritanie (4,3) ; la moyenne de la région s'établit à 54,7 pour les 5 pays et à 60,3 pour les 3 pays les plus performants ; la moyenne mondiale étant à 147,8 ; celle des pays arabes à 41,2 et celle des pays musulmans à 38,7. A titre indicatif, la Turquie avec 243,6 publications par million d'habitants et l'Iran avec 150,4 se situent au-dessus de la moyenne mondiale de 147,8 ; ce qui est également le cas pour les pays arabes suivants, outre la Tunisie : Emirats arabes unis (147,2), Qatar (152,2), Jordanie (157,1) et Koweït (222,5). Par ailleurs, la performance de la Suisse est de 2388,9, d'Israël de 1459,2, du Canada de 1 323,3, des Etats-Unis de 1 022,7, de la Corée du Sud de 682,9, du Japon de 585,70 et du Brésil de 139,31. En ce qui concerne le ratio dépenses globales en recherche et développement/PIB, en 2007, il était de 1,02 en Tunisie, 0,64 au Maroc et 0,16% en Algérie contre 1,78 pour l'Union européenne et 2,30 pour les pays de l'OCDE ; la moyenne mondiale étant de 1,70.

III - L'économie de la connaissance : à partir de deux indices (indicateurs d'économie de la connaissance et de connaissance) calculés, pour l'année 2009, par la Banque mondiale pour un total de 146 pays. La Tunisie est au 82^e rang (avec une valeur de 4,42 et 4,54), le Maroc au 99^e (3,54 et 3,35), l'Algérie au 105^e (3,22 et 3,57), la Mauritanie au 116^e rang (2,36 et 1,94) et la Libye n'apparaît pas dans le classement. La moyenne mondiale est de 5,95 et 6,19 et celle de la région Mena («Middle East and North Africa») à laquelle appartiennent 4 des 5 pays maghrébins de 5,47 et 5,68. A titre indicatif, le premier pays arabe classé est le Qatar au 44^e rang (6,73 et 6,63) et l'Égypte est au 90^e (4,08 et 4,24).

Par ailleurs, la Turquie est au 61^e rang (5,55 et 5,07) ; l'Iran au 98^e (3,75 et 4,67) ; l'Afrique du sud au 65^e (5,38 et 5,33) et Israël au 26^e (8,01 et 7,93) ; la moyenne des pays d'Europe occidentale — principaux partenaires économiques du Maghreb — est de 8,76 et 8,78.

IV - La capacité à diffuser et maîtriser l'utilisation des technologies de l'information et de la communication : («Network readiness index») prenant la forme d'un indice calculé, pour 2009-2010, par un rapport du Forum économique mondial. Sur 133 pays classés, la Tunisie est 39^e, le Maroc 88^e, l'Algérie 113^e, la Mauritanie 102^e et la Libye 103^e. Le premier pays arabe classé, les Emirats arabes unis est 23^e et l'Égypte 70^e. Par ailleurs, la Turquie est 69^e, l'Afrique du Sud 62^e et Israël 28^e. Enfin, pour ce qui concerne un autre indice calculé par le Forum économique mondial, l'indice de compétitivité globale pour 2010/2011, la Tunisie est 32^e, le Maroc 75^e, l'Algérie 86^e, la Libye 100^e et la Mauritanie 135^e sur un total de 139 pays classés. Le premier pays arabe classé, Qatar, est 17^e alors que l'Arabie Saoudite est 21^e ; et l'Égypte 81 ; par ailleurs, la Turquie est 61^e, l'Iran 69^e, l'Afrique du Sud 54^e et Israël 24^e.

Enfin, il convient de compléter le tableau en ajoutant, aux informations fournies par ces quatre premiers ensembles d'indicateurs, celles relatives à deux autres, tout aussi pertinents, mais pour lesquels les performances des pays maghrébins sont insignifiantes : - le premier porte sur les performances des universités, désormais devenues une grille incontournable de lecture des capacités d'une société à s'inscrire dans les logiques contemporaines de maîtrise sociale de la science et de la technologie.

Les données disponibles font clairement apparaître que les établissements maghrébins d'enseignement supérieurs sont totalement absents de tous les classements internationaux relativement significatifs, à commencer par celui dit «de Shanghai», des 500 meilleures universités mondiales ; - le second relatif aux dépôts de brevets, domaine décisif puisque c'est lui qui va, à la fois, concrétiser de manière tangible tous les efforts menés en amont dans les secteurs de l'enseignement et de la recherche scientifique et constituer le lien direct avec le monde de la production et donc, réellement conditionner les performances économiques. Sur une longue période, 1963/2008, le nombre de brevets déposés par des ressortissants des 5 pays du Maghreb auprès de l'administration américaine concernée — «USPTO» — est quasi nul, puisque s'élevant à 113 ; alors qu'il est de 57 968 pour la Corée du Sud, 54 349 pour la Suisse, 16 805 pour Israël et 16 514 pour la Belgique.

Ainsi, sur la base de l'examen des données relevées pour les six ensembles de paramètres identifiés — tous au cœur même des enjeux de maîtrise sociale de la science et de la technologie — un net constat de faibles perfor-

mances des pays maghrébins peut-il être établi dans des domaines absolument décisifs pour toute évaluation objective de leurs véritables capacités de développement et qui, paradoxalement, est trop souvent passé sous silence, pour le moins marginalisé, lors de l'examen des principaux problèmes de la région. Tout se passant comme si les domaines concernés en constituaient une dimension minorée au profit d'autres relevant de la production de biens et de services et qui sont souvent prises en considération : énergie, infrastructures, agriculture, industrie, tourisme, commerce, etc.

Alors que nous vivons dans un monde dans lequel tout ce qui s'articule autour de la maîtrise sociale de la connaissance se situe au cœur même des mécanismes les plus déterminants de toute véritable croissance économique. Et qui ne peut, désormais, s'articuler qu'autour de la connaissance comme facteur pleinement intégré dans une production de biens et de services conforme aux exigences de compétitivité de la compétition mondiale.

Et c'est donc nécessairement sur la base de ce constat de carence — première étape incontournable dans tout nouveau processus aujourd'hui, éventuellement, à initier, quelle qu'en soit la nature — que peuvent être sérieusement envisagées les perspectives qui s'offrent aux pays de la région, que ce soit pour chacun d'entre eux, isolément, que ce soit pour l'ensemble, encore purement formel, qu'ils sont censés constituer, depuis plus de vingt ans déjà : l'UMA.

A cet égard, il convient de remarquer combien, face à la profonde inertie qui affecte l'UMA, des initiatives extérieures à la région tentent, chacune à sa façon, d'initier des processus de diverses natures visant, tous, d'une manière ou d'une autre, directement ou indirectement, non seulement à renforcer la coopération économique avec les pays maghrébins, mais aussi les relations entre pays maghrébins eux-mêmes. Les plus remarquables de ces initiatives émanent de deux des grands pôles mondiaux : d'une part, de l'Union européenne, comme l'illustrent aussi bien «l'Union pour la Méditerranée», elle-même inscrite dans la continuité du partenariat euro-méditerranéen dit processus de Barcelone que, plus centré sur la région, le processus dit «5+5», regroupant les cinq pays de l'UMA et cinq pays européens : Portugal, Espagne, France, Italie et Malte. Et, d'autre part, des Etats-Unis, qui ont pris diverses formes, que ce soit «l'initiative Eisenstadt», lancée à la fin des années 1990 ou, plus récemment, la «Conférence Etats-Unis-Maghreb sur l'Entreprenariat», encore appelée «Partenariat nord-africain pour les opportunités économiques» («Napeo», selon l'acronyme anglais), lancée à Alger le 1^{er} décembre 2010.